du Canada à l'égard de cette assemblée de pays unis par la culture et la langue françaises.

J'ai pu assurer mes interlocuteurs que le Canada s'était engagé d'une façon irréversible à l'égard de cette coopération des pays francophones en général, et plus particulièrement à l'endroit de l'Agence de coopération culturelle et technique dont nous sommes membres à part entière. J'ai saisi cette occasion pour souhaiter, de la part des pays africains, un engagement tout aussi complet et entier de leur part dans cette organisation, afin de promouvoir la compréhension et l'entraide mutuelles. A mon avis, une telle compréhension permettra un épanouissement plus rapide et plus complet de tous les peuples concernés.

De plus, j'ai fait remarquer que si la coopération avec les pays africains d'expression française avait été lente et modeste au départ, nous avions l'intention, maintenant qu'elle a atteint le niveau de notre coopération dans les pays d'Afrique du Commonwealth, de la continuer non seulement pour le bénéfice des pays récipiendaires, mais aussi pour le bien du Canada, en affirmant le caractère biculturel de notre pays.

[Traduction]

De cette tournée pourtant trop brève en Afrique, je garde des impressions chaleureuses.

D'abord, le Canada jouit d'une grande réputation et d'un grand prestige sur ce continent. Les Africains nous font confiance et c'est cette confiance qui nous oblige à partager avec eux un peu de nos ressources en nous faisant leurs partenaires dans des programmes de développement économique et social. Cela, nous pouvons le faire en offrant à l'Afrique les meilleurs résultats des secteurs où les Canadiens en sont venus à acquérir une compétence particulière.

Cette entreprise conjointe profitera non seulement aux Africains mais aussi aux Canadiens. Nos compatriotes qui travaillent sur le continent africain à des titres divers, qu'il soient jeunes ou vieux, missionnaires ou bénévoles, représentants de l'ACDI ou hommes d'affaires, participent à des travaux utiles, constructifs et essentiels. Lorsqu'il seront revenus au Canada, ce qu'ils auront appris de la condition humaine leur sera précieux et nous aidera tous à mieux comprendre le monde où nous vivons. Et, s'il faut une justification économique à l'aide extérieure, les pays africains, à mesure qu'ils se développent, agrandiront le marché des produits canadiens, surtout des biens d'équipement, et le commerce devrait s'accroître, à l'avantage des deux partenaires. Déjà, dans certains des pays les plus étendus, le Nigeria et le Congo-Kinshasa, par exemple, d'intéressantes possibilités commerciales ont commencé à s'offrir.

La coopération et l'aide que nous offrons à l'Afrique peuvent devenir une des manifestations les meilleures et les plus pratiques de notre caractère national. Le Canada et l'Afrique se sont tous deux enrichis de deux belles cultures et de deux belles langues d'Europe; le Canada de même que les pays d'Afrique que j'ai visités travaillent actuellement à raffermir chez eux l'unité et la souveraineté nationales; comme les pays d'Afrique, le Canada poursuit toujours son développement; et, tout comme leurs amis d'Afrique, les Canadiens ont en horreur les politiques immorales et inhumaines pratiquées par les régimes de minorité blanche de l'Afrique australe.

Je reviens de ma tournée convaincu que nous devons continuer à accroître notre apport aux programmes de développement économique de nos amis africains. Notre coopération avec les pays anglophones et francophones d'Afrique traduit notre propre personnalité nationale. Notre participation à un développement économique harmonieux des pays d'Afrique constitue, d'après moi, le meilleur moyen de promouvoir la paix par la justice sociale et la réponse la plus efficace au défi que pose l'inégalité raciale en Afrique australe.

Passant par Londres pour me rendre en Afrique, je m'y suis entretenu avec le Secrétaire général du Commonwealth, M. Arnold Smith, et, au cours du voyage de retour, je lui ai fait part de mes impressions que j'ai cru pouvoir l'intéresser dans l'exercice de ses fonctions.

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je dois commencer, et je m'en réjouis, par accueillir le ministre à son retour. Nous avons suivi avec intérêt son voyage en Afrique. Nous y avons remarqué ses initiatives. Il a visité un jardin zoologique. J'espère qu'il s'y est plu autant que son chef à un autre endroit.

L'honorable représentant peut être assuré qu'en son absence, le secrétaire d'État suppléant, le président du Conseil du Trésor, ne l'a absolument pas trahi en divulguant des renseignements sur toute question qui lui a été posée.

La déclaration que vient de faire le ministre n'est pas spectaculaire. Au contraire, ce sont plutôt de ces paroles réconfortantes et commodes auxquelles je trouve impossible de m'opposer violemment, même si c'était mon habitude. Peut-être cette déclaration était-elle un peu moins intéressante que les excellents reportages de son voyage que nous avons lus dans les journaux. Il a commencé par la Côte-d'Ivoire, où il a, paraît-il, été très impressionné par les opinions du président de ce pays. Je me demandais s'il souscrivait aux vues de ce personnage sur la guerre au Moyen-Orient et la situation correspondante en Afrique du Sud.

• (2.40 p.m.)

Puis il a semblé se produire un changement à mesure qu'il continuait sa visite et se rapprochait d'une position qui est devenue si commune au Canada lorsqu'il vote aux Nations Unies: une sorte d'abstention. Le ministre s'est également abstenu de faire au cours de son voyage une déclaration que j'aurais espérée sur une question très importante, savoir l'établissement d'une mission diplomatique en Zambie, pays pour lequel les graves problèmes et les terribles affronts faits à la dignité humaine, qui troublent maintenant l'Afrique du Sud ont un intérêt vital. Je suis convaincu que l'établissement d'une mission dans ce pays aurait été plus utile et indispensable que tous les dons qu'il a accordés ou annoncés. J'espère qu'il pourra un jour convaincre le président du Conseil du Trésor que nous devrions établir une mission en Zambie ainsi qu'en Algérie. Ou est-ce que l'on peut déroger au programme d'austérité pour l'Algérie, mais pas pour la Zambie?

Les propos du ministre au sujet de la rectitude morale m'ont impressionné et j'y souscris entièrement. D'après lui, il faut cesser de gaspiller des énergies en gestes dénués de sens qui visent à faire connaître au monde notre rectitude morale en matière de questions raciales. Je suis tout à fait d'accord avec lui. Nous avons pratiqué